



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
CENTRE COMMUN DE RECHERCHE
Ressources
Unité Finances et Achats

APPEL D'OFFRES
Procédure ouverte
JRC/IPR/2018/D.3/0004/OC

**Analyses de laboratoire d'échantillons de sol collectés
dans le cadre de LUCAS 2018**

Cahier des charges:
Partie 1- Annexe administrative
LOT 3

TABLE DES MATIÈRES

1. INFORMATIONS SUR L'APPEL D'OFFRES	3
1.1. Qui peut soumettre une offre?	3
1.2. Comment les opérateurs économiques peuvent-ils s'organiser pour soumettre une offre?	3
1.2.1. Offres conjointes	3
1.2.2. Sous-traitance	4
1.2.3. Recours à un tiers pour remplir les critères de sélection	4
2. ÉVALUATION ET ATTRIBUTION	5
2.1. Ordre et base d'évaluation	5
2.2. Critères d'exclusion	6
2.3. Critères de sélection	7
2.3.1. Capacité légale et réglementaire	7
2.3.2. Capacité économique et financière	7
2.3.3. Capacité technique et professionnelle	8
2.4. Contrôle du respect du cahier des charges	10
2.5. Critères d'attribution	11
2.6. Classement et attribution	13
3. STRUCTURE ET CONTENU DE L'OFFRE	13
3.1. Identification du soumissionnaire	13
3.2. Non-exclusion et sélection	14
3.3. Offre technique	15
3.4. Offre financière	15
4. ANNEXES	15
Annexe 1: Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection	15
Annexe 2: Grille de conformité technique (à remplir par le soumissionnaire et inclure dans l'offre)	16
Annex 3: Checklist relative aux critères d'attribution techniques (à remplir par le soumissionnaire et inclure dans l'offre)	17

Pour les candidats ou soumissionnaires britanniques:

Veuillez noter qu'après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, les règles d'accès aux procédures de passation de marchés publics de l'UE d'opérateurs économiques établis dans des pays tiers s'appliqueront aux candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni, en fonction de l'issue des négociations. Dans le cas où un tel accès ne serait pas assuré par les dispositions juridiques en vigueur, les candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni pourraient être exclus de la procédure de passation de marché

1. INFORMATIONS SUR L'APPEL D'OFFRES

1.1. Qui peut soumettre une offre?

La participation à la présente procédure de passation de marché est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques ou morales relevant du domaine d'application des [traités](#), ainsi qu'aux organisations internationales.

Elle est par ailleurs ouverte à toutes les personnes physiques ou morales établies dans un pays tiers qui a conclu avec l'Union un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord. Dans le cas où l'accord plurilatéral sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce s'applique, la participation à la présente procédure est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales établies dans les pays qui ont ratifié cet accord, dans les conditions prévues par celui-ci.

1.2. Comment les opérateurs économiques peuvent-ils s'organiser pour soumettre une offre?

Les opérateurs économiques peuvent soumettre une offre en tant que soumissionnaire unique ou en tant que groupement de soumissionnaires (offre conjointe, section 1.2.1). Dans les deux cas, la sous-traitance est autorisée (section 1.2.2). Un soumissionnaire peut également avoir recours aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection (section 1.2.3).

Le soumissionnaire doit clairement définir le rôle de chaque opérateur économique intervenant dans la procédure d'appel d'offres, à savoir membre du groupement, sous-traitant ou tiers aux capacités duquel il est recouru. Il en va de même lorsque les entités concernées appartiennent au même groupement économique.

Toute modification de la composition du groupement ou tout changement de sous-traitants durant la procédure de passation du marché (après la soumission de l'offre) ou l'exécution du marché est soumise à l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au soumissionnaire de révoquer ou, en cas de sous-traitance ou de recours à un tiers pour les critères de sélection, de remplacer une entité qui se trouve dans une situation d'exclusion ou qui ne remplit pas un critère de sélection applicable.

1.2.1. Offres conjointes

Il y a offre conjointe lorsqu'une offre est soumise par un groupement (ayant ou non une forme juridique) d'opérateurs économiques (personnes physiques ou morales), indépendamment du lien existant entre eux.

Tous les membres du groupement sont solidairement responsables à l'égard du pouvoir adjudicateur de l'exécution du marché dans son ensemble, c'est-à-dire que leur responsabilité est engagée tant sur le plan financier qu'au niveau opérationnel.

L'offre conjointe doit clairement mentionner le rôle et les tâches de chaque membre et désigner une entité juridique (le «chef de file») comme point de contact unique pour le pouvoir adjudicateur en

ce qui concerne les aspects administratifs et financiers ainsi que la gestion opérationnelle du marché. Le chef de file sera investi de tout pouvoir pour engager le groupement et chacun de ses membres pendant l'exécution du marché.

Si l'offre conjointe est retenue, le pouvoir adjudicateur signera le contrat soit avec l'ensemble des membres du groupement, soit avec le chef de file, autorisé par les autres membres à signer le contrat en leur nom (par exemple au moyen d'une procuration).

1.2.2. Sous-traitance

Il y a sous-traitance lorsque le contractant prend des engagements juridiques avec d'autres entités juridiques qui exécuteront une partie du marché en son nom. Le contractant demeure entièrement responsable de l'exécution de l'ensemble du marché vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le recours au travail free-lance, en faisant appel aux activités ou au personnel d'une autre entité juridique totalement différente du contractant, est considéré comme de la sous-traitance, indépendamment de la législation nationale applicable.

L'ensemble des tâches faisant l'objet du marché peuvent être sous-traitées, à moins que les spécifications techniques ne réservent l'exécution de certaines tâches critiques au soumissionnaire proprement dit ou, en cas d'offre conjointe, à un membre du groupement.

Les soumissionnaires doivent désigner les sous-traitants (dénommés ci-après les «sous-traitants désignés»):

- lorsque le soumissionnaire a recours à leurs capacités pour remplir les critères de sélection décrits à la section 2.3;

1.2.3. Recours à un tiers pour remplir les critères de sélection

Pour remplir les critères de sélection exposés à la section 2.3, un soumissionnaire peut avoir recours aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit dans ce cas prouver qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché par la production de l'engagement de ces entités à cet effet.

Si le marché est attribué à un soumissionnaire ayant recours à une autre entité pour satisfaire aux niveaux minimaux de capacité économique et financière, le pouvoir adjudicateur peut demander à l'entité de signer le contrat ou encore de fournir une garantie financière solidaire appellable à première demande pour l'exécution du marché.

En ce qui concerne les critères de sélection techniques et professionnels, un soumissionnaire ne peut avoir recours aux capacités d'autres entités que lorsque ces dernières exécuteront les travaux ou fourniront les services pour lesquels ces capacités sont requises.

2. ÉVALUATION ET ATTRIBUTION

2.1. Ordre et base d'évaluation

Toute offre reçue conformément aux modalités de soumission de l'appel d'offres fera l'objet d'une évaluation concernant les critères suivants:

- critères d'exclusion (section 2.2);
- critères de sélection (section 2.3);
- conformité aux exigences minimales du cahier des charges (section 2.4);
- critères d'attribution (section 2.5).

L'évaluation de ces critères par le pouvoir adjudicateur ne suivra pas un ordre particulier. Un soumissionnaire ne satisfaisant pas à une catégorie donnée de critères ne sera pas évalué sous l'angle des autres catégories et sera informé du motif du rejet sans recevoir d'informations sur le contenu de l'offre qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ou, en cas de contrats-cadres multiples, aux soumissionnaires dont l' (les) offre(s) est (sont) économiquement la (les) plus avantageuse(s) au regard des critères d'attribution mentionnés à la section 2.5, pour autant que:

- l'offre satisfasse aux exigences minimales du cahier des charges; et
- le soumissionnaire remplisse les critères d'exclusion et de sélection mentionnés aux sections 2.2 et 2.3 du présent document et ne se trouve pas dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait porter atteinte à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur évalue les offres comme suit:

- les critères d'exclusion et de sélection sont évalués sur la base de la (des) «Déclaration(s) sur l'honneur relative(s) aux critères d'exclusion et de sélection» (annexe 1) à fournir lors de la soumission de l'offre afin de prouver l'absence de motifs d'exclusion et le respect des critères de sélection (section 3.2);
- le respect des exigences minimales est évalué sur la base des documents présentés dans le cadre de l'identification du soumissionnaire (section 3.1), de l'offre technique (section 3.3) et de l'offre financière (section 3.4);
- les critères d'attribution sont évalués sur la base de l'offre technique (section 3.3) et de l'offre financière (section 3.4).

Si la valeur du marché attribué est égale ou supérieure à EUR 144.000 EUR, l'attributaire **est tenu** de fournir, avant la signature du contrat et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, les preuves documentaires suivantes:

- les pièces justifiant l'absence de motifs d'exclusion, énumérées dans la «Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection» (annexe 1). En cas d'offre

conjointe, ces preuves doivent être fournies par chaque membre du groupement. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander également ces preuves aux sous-traitants désignés (voir section 1.2.2) et/ou à d'autres entités lorsqu'il est recouru aux capacités de celles-ci pour remplir les critères de sélection (voir section 1.2.3);

- la preuve de la capacité légale et réglementaire, financière et économique ainsi que technique et professionnelle mentionnée à la section 2.3 du présent document. En cas d'offre conjointe, de sous-traitance ou de recours à des tiers pour remplir les critères de sélection, cette preuve doit être fournie conformément à la base applicable pour l'évaluation de chaque critère: en cas d'évaluation consolidée, uniquement par les entités qui contribuent au respect du critère, et en cas d'évaluation individuelle, par chaque entité à laquelle le critère s'applique à titre individuel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à tout moment pendant la procédure de passation de marché et l'exécution du marché, de demander les preuves documentaires susmentionnées. La non-production des preuves demandées peut conduire au rejet de l'offre. S'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure, le pouvoir adjudicateur peut imposer des sanctions administratives (exclusion ou sanctions financières) à l'entité en cause.

Les soumissionnaires ne sont pas tenus de produire:

- les preuves documentaires qui ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché de la Commission, pour autant que les documents en question soient toujours valables et, en ce qui concerne les pièces justifiant l'absence de motifs d'exclusion, que la date de délivrance de ces documents n'excède pas un an à compter de la demande du pouvoir adjudicateur. Dans de tels cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies dans le cadre d'une procédure de passation antérieure, indique la référence de cette procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation;
- un document spécifique auquel le pouvoir adjudicateur peut avoir accès gratuitement en consultant une base de données nationale. En pareil cas, le soumissionnaire communique au pouvoir adjudicateur l'adresse internet de la base de données et, si nécessaire, les données d'identification permettant d'accéder au document.

Les organisations internationales sont exonérées de l'obligation de présenter les pièces justifiant l'absence de motifs d'exclusion.

2.2. Critères d'exclusion

Les critères d'exclusion ont pour objectif de déterminer si un opérateur économique est autorisé à participer à la procédure de passation de marché ou si le marché peut lui être attribué.

Les soumissionnaires seront rejetés de la procédure de passation de marché s'ils se trouvent dans l'une des situations énumérées à l'article 106 ou à l'article 107 du règlement financier¹. Lorsque le soumissionnaire est une personne morale, certaines situations d'exclusion s'appliquent également aux personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur le soumissionnaire, ainsi qu'aux personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes du soumissionnaire. L'ensemble de ces situations est explicitement décrit dans la «Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection» (annexe 1).

2.3. Critères de sélection

Les critères de sélection ont pour objectif d'évaluer la capacité du soumissionnaire à exécuter les tâches faisant l'objet de la présente procédure de passation de marché. Ces critères visent notamment la capacité légale et réglementaire, économique, financière, technique et professionnelle.

Un soumissionnaire peut avoir recours aux capacités d'autres entités (section 1.2.3) pour remplir les critères de sélection.

2.3.1. Capacité légale et réglementaire

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils sont autorisés à exercer l'activité nécessaire pour mener à bien les travaux qui font l'objet du présent appel d'offres.

La capacité légale et réglementaire est démontrée à l'aide des pièces justificatives fournies avec la fiche «Entité légale» (section 3).

2.3.2. Capacité économique et financière

Le soumissionnaire doit avoir la capacité économique et financière nécessaire pour mener à bien le présent marché. Afin d'apporter la preuve de sa capacité, le soumissionnaire doit remplir les critères de sélection ci-dessous.

Veillez noter que les éléments de preuve doivent être fournis avec l'offre, individuellement par lot.

- **Critère F1:** chiffre d'affaires annuel moyen des deux derniers exercices clos supérieur à EUR. 1.060.000.

- **Preuve F1:** copie du compte de gestion pour les deux derniers exercices clos de chaque entité juridique concernée ou, à défaut, déclarations appropriées de banques.
- **Base d'évaluation F1:** ce critère s'applique au soumissionnaire dans son ensemble (évaluation consolidée) - capacités combinées de l'ensemble des membres du groupement en cas d'offre conjointe, de tous les sous-traitants désignés et de toutes les entités lorsqu'il est recouru aux capacités de celles-ci pour remplir ce critère.

¹ Règlement (UE, Euratom) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2015 modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union - <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32015R1929>

Si, pour une raison exceptionnelle que le pouvoir adjudicateur estime justifiée, un soumissionnaire n'est pas en mesure de produire l'un ou l'autre des documents mentionnés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur. En tout état de cause, cette raison exceptionnelle et sa justification doivent, au minimum, être portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur. Ce dernier se réserve le droit de demander tout autre document lui permettant de vérifier la capacité économique et financière du soumissionnaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas attribuer le marché à un soumissionnaire lorsque les éléments de preuve fournis suscitent de vives inquiétudes quant à sa viabilité financière pour exécuter le marché et que le soumissionnaire n'a pas réussi à atténuer ces inquiétudes en présentant des observations ou d'autres preuves de viabilité financière.

2.3.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit avoir la capacité technique et professionnelle nécessaire pour mener à bien le présent marché. Afin d'apporter la preuve de sa capacité, le soumissionnaire doit remplir les critères de sélection ci-dessous.

Veillez noter que les éléments de preuve doivent être fournis avec l'offre, individuellement par lot.

- **Critère T1:** le soumissionnaire doit justifier d'une expérience dans le domaine de l'analyse des produits phytopharmaceutiques (PPPs) et des antibiotiques dans des échantillons alimentaires et environnementaux. Le soumissionnaire doit prouver d'analyser régulièrement les PPS et les antibiotiques énumérés dans le tableau 2 des spécifications techniques.

- **Niveau minimal de capacité T1:** une quantité d'au moins 500 analyses d'échantillons alimentaires et/ou environnementaux par an durant les trois dernières années pour chaque groupe de PPS et antibiotiques énumérés dans le tableau 2 des spécifications techniques.
- **Preuve T1:** le soumissionnaire doit fournir la quantité des analyses par an pour les groupes de PPS et antibiotiques énumérés dans le tableau 2 des spécifications techniques durant les trois dernières années. En cas d'analyse en cours, seule la partie achevée pendant la période de référence sera prise en considération. Le soumissionnaire doit également préciser (i) le type d'échantillons sur lesquels l'analyse a été effectuée et (ii) la ou les méthodes appliquées pour l'analyse des échantillons.
- **Base d'évaluation T1:** ce critère s'applique au soumissionnaire dans son ensemble - capacités combinées de l'ensemble des membres du groupement en cas d'offre conjointe, de tous les sous-traitants désignés et de toutes les entités lorsqu'il est recouru aux capacités de celles-ci pour remplir ce critère.

- **Critère T2:** équipe de personnes proposée pour mener à bien les tâches décrites dans les spécifications techniques, présentant au moins les profils suivants: 1 Gestionnaire de projet, 1 expert de laboratoire senior spécialisé dans l'analyse par chromatographie-spectrométrie et 3 assistants de laboratoire ayant une expérience de travail auprès des laboratoires de chimie.

- **Niveau minimal de capacité T2:**

Gestionnaire de projet: au moins deux années d'expérience en gestion de projets de chimie, notamment en ce qui concerne la supervision de la réalisation des projets, le contrôle de la qualité du service fourni, la prise en compte des besoins du client et la résolution de conflits et avec une expérience dans la gestion d'une équipe d'au moins 6 personnes.

Le gestionnaire de projet doit avoir un diplôme universitaire BAC+5 ou équivalent en chimie, sciences environnementales, biologie ou dans un autre domaine approprié.

Il/elle doit maîtriser l'anglais (parlé et écrit) à niveau B2 (selon le Common European Framework for Reference for Languages ou équivalent).

Expert de laboratoire senior spécialisé dans l'analyse par chromatographie-spectrométrie: au moins cinq années d'expérience professionnelle comme expert de laboratoire, dont au moins deux d'expérience dans l'analyse par chromatographie-spectrométrie. Diplôme BAC+2 appropriée ou équivalent. Il/elle doit maîtriser l'anglais (parlé et écrit) à niveau B2 (selon le Common European Framework for Reference for Languages ou équivalent).

Assistants de laboratoire ayant une expérience de travail auprès de laboratoires de chimie: au moins deux années d'expérience professionnelle dans le domaine de la chimie analytique. Formation technique appropriée.

- **Preuve T2:** pour chaque profil type, le soumissionnaire doit fournir au moins le nombre minimal de CV par profil (de préférence en [format Europass](#)) répondant aux niveaux de capacité minimaux pour ce critère. Le lien contractuel exact avec le soumissionnaire doit être précisé. Il convient de rappeler que le travail free-lance est considéré comme de la sous-traitance.
- **Base d'évaluation T2:** ce critère s'applique au soumissionnaire dans son ensemble - capacités combinées de l'ensemble des membres du groupement en cas d'offre conjointe, de tous les sous-traitants désignés et de toutes les entités lorsqu'il est recouru aux capacités de celles-ci pour remplir ce critère.

- **Critère T3:** moyens matériels/techniques nécessaires à l'exécution du marché conformément aux spécifications techniques.

- **Niveau minimal de capacité T3:** les installations du soumissionnaire doivent disposer des salles/zones bien définies pour le stockage, le prétraitement et l'analyse des échantillons de sol.
Les soumissionnaires doivent apporter la preuve de leur capacité de stockage des échantillons en environnement contrôlé (température, humidité et lumière) dans leurs installations.
Le laboratoire doit être équipé de l'instrumentation nécessaire pour l'analyse requise. Tous les instruments doivent répondre aux spécifications techniques / de performance du fabricant.
- **Preuve T3:** liste et description détaillée des équipements, outils et installations dont dispose le soumissionnaire pour la réalisation du marché, mentionnant également le nom de l'opérateur économique mettant ces éléments à sa disposition.

- **Base d'évaluation T3:** ce critère s'applique au soumissionnaire dans son ensemble - capacités combinées de l'ensemble des membres du groupement en cas d'offre conjointe, de tous les sous-traitants désignés et de toutes les entités lorsqu'il est recouru aux capacités de celles-ci pour remplir ce critère.

- **Critère T4:** capacité d'appliquer des mesures d'assurance de la qualité pour garantir la qualité des services.

- **Niveau minimal de capacité T4:** les mesures d'assurance de la qualité doivent être conformes aux normes d'assurance de la qualité ISO/IEC 17025:2002 Laboratory Accreditation ou équivalentes.
- **Preuve T4:** certificat établi par des organismes indépendants ou autre élément de preuve de mesures d'assurance de la qualité équivalentes attestant de la conformité aux niveaux minimaux de capacité.
- **Base d'évaluation T4:** ce critère s'applique à l'entité (soumissionnaire unique, membre du groupement en cas d'offre conjointe ou sous-traitant) chargée de l'exécution des tâches suivantes: de §2.2.2 au § 2.2.8 du Stage 1 et § 2.3.1 du Stage 2, comme détaillé dans le cahier des charges.

2.4. Contrôle du respect du cahier des charges

Ce contrôle vise à évaluer la conformité de l'offre avec:

- (1) les formalités administratives de l'appel d'offres énoncées dans le cahier des charges: Partie 1 - Annexe administrative;
- (2) les exigences techniques minimales énoncées dans le cahier des charges: Partie 2 - Spécifications techniques.

L'offre doit respecter les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national, les conventions collectives ou les conventions internationales dans le domaine environnemental, social et du travail énumérées à l'annexe X de la Directive 2014/24/UE².

En ce qui concerne les exigences, normes, marques, processus ou formats dénommés dans les spécifications techniques, des éléments totalement équivalents sont acceptés, sauf disposition contraire. Il appartient au soumissionnaire de justifier cette équivalence totale.

Les offres peuvent être considérées comme étant non conformes au cahier des charges si elles:

- ne fournissent pas les informations et documents nécessaires à l'identification du soumissionnaire (voir section 3);
- comportent une offre financière incomplète ou incohérente;
- proposent un prix supérieur au budget maximal fixé ou un prix anormalement bas;
- ne répondent pas aux exigences minimales des spécifications techniques ou s'en écartent;

² Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 65).

- proposent une solution différente de celle prescrite dans les spécifications techniques (les variantes n'étant pas autorisées);
- ne respectent pas les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national, les conventions collectives ou les conventions internationales dans le domaine environnemental, social et du travail énumérées à l'annexe X de la Directive 2014/24/UE;
- ne présentent pas d'options obligatoires le cas échéant.

Ces offres peuvent être rejetées pour non-conformité avec le cahier des charges et ne seront pas évaluées.

2.5. Critères d'attribution

Les critères d'attribution ont pour objectif d'évaluer l'offre technique et financière afin de retenir celle qui est économiquement la plus avantageuse, suivant la méthode d'attribution indiquée ci-dessous.

- Méthode de l'attribution au meilleur rapport qualité/prix

Le marché est attribué à l'offre présentant le meilleur rapport qualité/prix, compte tenu des critères énumérés ci-dessous:

1. Qualité technique (QT) (max. 60 points)
2. Prix (P) (max. 40 points)

La somme des critères ci-dessus déterminera la note totale (NT) d'une offre:

$$NT = QT + P$$

La note totale la plus élevée permettra de déterminer l'offre présentant le meilleur rapport qualité/prix. Le nombre maximal de points pouvant être obtenu est de 100.

Qualité technique QT

Le critère de la **qualité technique (QT)** est évalué sur la base des sous-critères mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Les points en matière de qualité technique QT s'obtiennent en additionnant les points obtenus pour chaque sous-critère, de 1 à 5. Le nombre maximal de points QT pouvant être obtenu est de 60.

Les offres obtenant une QT inférieure à **18** points (30% du nombre maximal de points QT) seront rejetées et ne seront pas classées.

Sous-critères	Note maximale	Règle de notation
Approche technique et méthodologie (maximum 40 points)		
1. Compréhension des objectives et du contexte du contrat et planification du	16 points	Le soumissionnaire doit présenter les informations suivantes que seront utilisées pour l'évaluation: <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation et description des objectives (2points) ○ Etapes clés (2 points) ○ Présentation d'un workflow avec une description des

service.		services (2 points) <ul style="list-style-type: none"> ○ Description de la/les méthodologie/s qui sera/seront utilisée/s pour analyser les substances énumérées dans le tableau 2 des spécifications techniques (10 points)
2. Analyses supplémentaires	24 points	Analyse de substances et échantillons supplémentaires, au-delà de la demande minimale dans le cahier des charges: <ul style="list-style-type: none"> ○ 2 points pour chaque substance supplémentaire en Annexe 4 que sera analysée dans les 1.500 échantillons énumérés dans la table 2 des Spécification techniques du Lot 1. ○ Description de la/les méthodologie/s qui sera/seront utilisée/s pour analyser les substances supplémentaires proposées.
Organisation du travail et ressources (maximum 10 points)		
3. Présentation du plan de travail	5 points	Un plan de travail détaillé, démontrant que le projet est réalisable endéans la date limite proposée, doit être présenté. Les informations suivantes doivent être présentées et seront utilisées pour l'évaluation: <ul style="list-style-type: none"> ○ Répartition des responsabilités et du temps de travail entre les membres de l'équipe pour chaque service (2 points) ○ Mesures prises pour assurer la livraison des résultats et des rapports en temps opportun (3 points)
4. Qualité et détail du diagramme de Gantt	5 points	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2 points si le diagramme de Gantt proposé montre une progression mensuelle des services conformément au calendrier d'achèvement prévu. ○ 5 points si le diagramme de Gantt proposé montre une progression hebdomadaire des services conformément au calendrier d'achèvement prévu.
Mesures d'assurance de la qualité (maximum 10 points)		
5. Mesures pour la continuité du projet	10 points	Une description détaillée du système de back up, qui assurera la continuité du projet, doit être incluse dans l'offre. Les informations suivantes doivent être présentées et seront utilisées pour l'évaluation: <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation claire des mesures pour assurer la continuité en cas d'absence d'un profil clé (5 points) ○ o Présentation claire des mesures pour assurer la continuité en cas de panne d'un équipement clé (5 points)

NB la référence au nombre de points dans chaque règle de notation dans le tableau ci-dessus indique un maximum potentiel - moins de points peuvent être attribués

Prix P

Le critère de **prix P** est évalué comme suit.

L'offre affichant le prix le plus bas, qui est conforme au cahier des charges et soumise par un soumissionnaire qui ne se trouve pas dans une situation d'exclusion, obtiendra un maximum de 40 points.

Les autres offres seront classées suivant la formule suivante:

$$P = (P_{\min}/P_o) \times 40$$

où

P: points de chaque offre en matière de prix

P_o: prix de chaque offre

P_{min}: prix de l'offre affichant le prix le plus bas

40 nombre maximal de points pouvant être obtenus en matière de prix

Le prix dont il est tenu compte pour l'évaluation sera le prix total de l'offre, qui permet de satisfaire à toutes les exigences et, le cas échéant, toutes les options énoncées dans le cahier des charges.

Le prix total doit être un montant ferme comprenant tous les frais (prix tout compris).

2.6. Classement et attribution

Les offres sont classées selon le meilleur rapport qualité/prix, c'est-à-dire que le meilleur rapport est classé en première position, le deuxième meilleur rapport est classé en deuxième position, etc.

Le marché est attribué au soumissionnaire qui est classé en première position, qui ne se trouve pas dans une situation d'exclusion, dont l'offre est conforme aux exigences du cahier des charges et qui remplit les critères de sélection.

3. STRUCTURE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les offres sont structurées comme suit.

3.1. Identification du soumissionnaire

L'offre doit comprendre:

- une lettre d'accompagnement signée par un représentant autorisé du soumissionnaire (en cas d'offre conjointe, un représentant autorisé de chaque membre ou le seul chef de file, dûment autorisé par les autres membres). Cette lettre doit mentionner clairement:
 - le nom du soumissionnaire, y compris les noms de l'ensemble des membres du groupement en cas d'offre conjointe, ainsi que leurs tâches durant l'exécution du marché;
 - le numéro de référence et l'intitulé de l'offre;
 - le cas échéant, les noms des sous-traitants et des entités lorsque le soumissionnaire a recours à leurs capacités pour remplir les critères de sélection, ainsi que leurs tâches durant l'exécution du marché;
 - la période de validité de l'offre (en l'absence de cette indication, le pouvoir adjudicateur considère que l'offre est valable au moins pour la période de validité minimale fixée dans la lettre d'invitation);
 - les coordonnées pour les communications avec le pouvoir adjudicateur (notamment la personne de contact et l'adresse électronique);
 - la confirmation de l'acceptation des conditions du cahier des charges et du projet de contrat;

- si le soumissionnaire (chaque membre en cas d'offre conjointe) est une petite ou moyenne entreprise conformément à la [recommandation 2003/361/CE de la Commission](#) (cette information est utilisée uniquement à des fins statistiques).
- les justificatifs confirmant que la personne qui signe la lettre d'accompagnement et les autres documents au nom du soumissionnaire est habilitée à le faire (par exemple, copie de l'acte de nomination/de la publication de la nomination ou extrait du registre du commerce). Toute délégation de cette habilitation à un autre représentant non mentionné dans l'acte de nomination officiel doit être attestée.
- (le cas échéant) la preuve que le chef de file est habilité à signer la lettre d'accompagnement et, si l'offre conjointe est retenue, le contrat au nom des autres membres du groupement.
- (le cas échéant) le document prouvant l'engagement des sous-traitants/tiers lorsque le soumissionnaire a recours à leurs capacités pour remplir les critères de sélection et confirmant que le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires à l'exécution du marché.
- la fiche «Entité légale» signée par un représentant autorisé du soumissionnaire (chaque membre du groupement en cas d'offre conjointe) et les pièces justificatives mentionnées dans la fiche.

La fiche est disponible à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/legal_entities/legal_entities_fr.cfm

Les soumissionnaires qui sont déjà enregistrés dans le système comptable du pouvoir adjudicateur (parce qu'ils ont déjà été des contractants de la Commission) doivent fournir cette fiche mais ne sont pas tenus de présenter les justificatifs.

- le signalétique financier signé par un représentant autorisé du soumissionnaire (le chef de file uniquement en cas d'offre conjointe) et les pièces justificatives qui y sont mentionnées.

La fiche est disponible à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/financial_id/financial-id_fr.cfm

3.2. Non-exclusion et sélection

Pour prouver l'absence de motifs d'exclusion et le respect des critères de sélection, il suffit, lors de la soumission de l'offre, de présenter la «Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection» (annexe 1), signée et datée par un représentant autorisé:

- du soumissionnaire (chaque membre du groupement en cas d'offre conjointe); et
- (le cas échéant) chaque sous-traitant désigné (voir section 1.2.2); et
- (le cas échéant) chaque tiers aux capacités duquel il est recouru pour remplir les critères de sélection (voir section 1.2.3).

3.3. Offre technique

L'offre technique doit couvrir l'ensemble des aspects et des tâches que prévoient les spécifications techniques et fournir tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la conformité aux exigences minimales et à l'application des critères d'attribution.

3.4. Offre financière

L'offre financière doit être:

- **ferme** (pendant l'exécution du marché, le prix ne peut être révisé que dans les conditions fixées par le projet de contrat);
- **hors taxes (par exemple, la TVA), droits et autres charges** (l'Union européenne étant exonérée de ces charges en vertu des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne);
- **tout compris** (satisfaisant à toutes les exigences du cahier des charges et incluant toutes les éventuelles reconductions, options, etc.); et
- **libellée en euros** (le montant de l'offre ne pourra pas être révisé du fait de l'évolution du taux de change - il appartient au soumissionnaire de supporter les risques ou de profiter des avantages de ces variations).

4. ANNEXES

Annexe 1: Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection

Annexe 2: Grille de conformité technique (à remplir par le soumissionnaire)

Annexe 3: Checklist relative aux critères d'attribution techniques

Annexe 4: Substances supplémentaires

Annexe 2: Grille de conformité technique (à remplir par le soumissionnaire et inclure dans l'offre)

Les points mentionnés ci-dessous ne représentent qu'une partie des besoins totaux pour assurer le respect du cahier des charges. Cependant, ils doivent être explicitement confirmés dans le tableau.

Méthodologie requise pour l'analyse des différents paramètres	Accomplissement inconditionnel (YES)	Référence dans l'offre (n. de page)

*En cas d'équivalence, le soumissionnaire doit prouver dans l'offre l'équivalence totale avec la méthode demandée.

Soumissionnaire

Date

Signature

Annex 3: Checklist relative aux critères d'attribution techniques (à remplir par le soumissionnaire et inclure dans l'offre)

Critères	Accomplissement inconditionnel (OUI/NON)	Si OUI, référence dans l'offre (n. de page)
Approche technique et méthodologie		
1. Compréhension des objectives et du contexte du contrat et planification du service.		
2. Analyses supplémentaires		
Organisation du travail et ressources		
3. Présentation du plan de travail		
4. Qualité et détail du diagramme de Gantt		
Mesures d'assurance de la qualité		
5. Mesures pour la continuité du projet		

Soumissionnaire

Date

Signature

Annexe 4: Substances supplémentaires

Paramètre	Unité	Décimaux	N° échantillons à analyser (échantillons séchés à l'air)	LOQ ¹ Indicative (mg/kg)
Quinoxifen	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Dimoxystrobin	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Fludioxonil	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Fluquinconazole	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Myclobutanil	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Diquat	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Imazamox	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Lenacil	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Lambda-cyhalothrin	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01
Metalaxyl	mg/kg	2	1,500	0.005 – 0.01

¹LOQ: limite de détection

Note : Les données des analyses doivent être rapportées sur la base de la masse du sol séché à l'air.

Si le soumissionnaire inclut dans son offre l'analyse des substances supplémentaires, il devra exécuter toutes les activités prévues dans les spécifications techniques également pour ces substances supplémentaires.